

**Scolarisation des filles pour avancer
lever les obstacles dans le monde et même en France
5ème quinzaine de l'égalité femmes-hommes de la région Rhône-Alpes
Lundi 5 octobre 2015 - Salle Joliot Curie Vénissieux**

INTRODUCTION

Véronique MOREIRA, Vice-présidente du Conseil régional Rhône-Alpes

La Région Rhône Alpes est un acteur de l'Aide Publique au Développement, elle l'affirme notamment dans sa délibération cadre de coopération solidaire votée en février 2012, un maillon dans une chaîne large d'engagements et d'actions (Etat, Europe, communauté internationale).

Au cœur de la politique régionale, nous avons placé les objectifs de la communauté internationale, les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Cela signifie que nous sommes en accord avec les déclarations qui portent l'émancipation des femmes comme majeure pour le développement en général.

Cela signifie aussi que nous partageons l'idée que l'égalité Femmes-Hommes est un préalable à la réalisation des autres objectifs de lutte contre la pauvreté et pour un monde plus juste.

Nous savons que cette émancipation passe par l'éducation, des jeunes, des femmes, de la société en général.

Et que l'éducation est un droit fondamental qui ouvre les autres droits.

Et l'école le reflet de la société et de la place qui est faite aux femmes dans la sphère privée et sur le marché du travail.

Or au moment du bilan des OMD et alors que la Communauté Internationale vient de voter les Objectifs du Développement Durable à venir, le constat est terrible :

En 2015, malgré les engagements, et la moyenne plutôt satisfaisante, les inégalités sont flagrantes et les pays pauvres affichent un retard important. En effet, les résultats positifs sont dopés par les pays émergents et ne reflètent pas l'écart de développement des zones les plus pauvres et en particulier en Afrique subsaharienne. Seulement 2/3 des pays ont atteint l'objectif de la parité à l'école primaire.

Pourtant, chacun connaît les freins :

- Coût de l'éducation : quand les familles ont un budget contraint, elles investissent plutôt sur les garçons. Le coût de la scolarisation exclut donc les filles pour une grande partie des ménages.
- distance : l'insécurité sur le trajet éloigne les filles du chemin de l'école, et c'est encore plus marqué dans les milieux ruraux, où les filles restent à la maison quand le chemin de l'école est trop long ou trop dangereux.
- place de l'éducation dans la culture (si éduquer les filles n'est pas une priorité, les familles ne voient aucun sens à les scolariser)
- puberté : on n'envoie pas les filles en ville quand elles risquent les agressions sexuelles
- mariages précoces : cause majeure d'abandon de la scolarité et d'exclusion des filles du système d'éducation.

Face à ces difficultés, les solutions sont connues :

- accès au développement économique pour les femmes, car dans les ménages ce sont elles qui garantissent le budget pour l'éducation et la scolarisation.
- infrastructures pour équiper et désenclaver les zones rurales (construction d'écoles, fourniture de mobilier, transports...)
- suppression des droits de scolarité : la gratuité de l'école est un levier pour développer l'éducation et notamment celle des filles
- politique de formation des enseignants et développement de la qualité de l'éducation
- instauration du multilinguisme pour permettre l'accès aux savoirs à tous et toutes

- lutte contre les discriminations et stéréotypes
- alphabétisation des adultes (1/4 des pays seulement ont divisé par 2 l'analphabétisme. Or l'éducation des parents conditionne celle des enfants)

Pour cela, il faut des moyens. Et un engagement commun des pays concernés par la construction d'un monde juste, c'est à dire l'ensemble des pays du monde.

Or l'APD ne cesse de diminuer (1.3 Mds de moins en 2012 qu'en 2010), alors que le financement de l'armement reste une priorité politique et financière des agendas nationaux (1700 milliards de dollars en 2013, dont la moitié pour les états unis, au regard des 3100 milliards de dollars pour l'éducation dont la moitié pour l'Europe et les états unis, c'est à dire 15% de la population mondiale)

Les besoins sont identifiés pour l'universalisation de l'enseignement.

Il est maintenant indispensable de développer les dépenses d'éducation et de responsabiliser les Etats (pas faire à la place mais financer et appuyer pour que ces conditions soient remplies)

Les nouveaux ODD sont loin des engagements de Pékin 1995, qui avait défini 50 objectifs stratégiques dont l'éducation.

Les ODD sont plus flous et listent des objectifs sans déterminer les étapes ni les moyens : "la fin de la discrimination contre les femmes et la violence fondée sur le sexe, la participation des femmes à tous les niveaux de la décision publique, la reconnaissance de la juste valeur des soins non rémunérés et du travail domestique".

Par ailleurs, des objections ont été exprimées à New York notamment sur les mariages précoces et forcés.

Enfin, la reddition des comptes est insuffisante. Il y a pourtant là un enjeu fort de transparence et de redevabilité des Etats, de confiance envers la décision politique. Un suivi régulier et externe des moyens engagés, des résultats obtenus, non seulement en terme de quantité mais aussi de qualité est indispensable pour retrouver le chemin d'un développement soutenable.

Dans ce contexte, que peut faire la Région Rhône Alpes ? Comme dit plus haut, la Région contribue à l'effort mondial en adoptant une méthodologie dont je vais vous donner quelques éclairages :

- Le soutien aux projets systémiques : l'association Sourire d'enfants combine construction d'écoles, santé, formation des enseignant/es, jardin potager pour le déjeuner des enfants, activités économiques pour les femmes, dans un secteur très enclavé du Laos. Ce programme qui priorise la scolarisation des petits enfants intègre l'ensemble des dimensions du problème et contribue à lever les obstacles en créant un environnement social, économique et sanitaire favorable.
- La sécurisation des revenus qui ont des répercussions sur l'éducation, c'est à dire l'activité économique des femmes, en soutenant des programmes de micro finance, et un appui spécifique à l'entrepreneuriat des femmes.
- Le soutien à l'innovation pédagogique à travers des projets tels que REDDSO, projet européen qui réunit des enseignants, des associations, des autorités académiques et des collectivités d'Italie, France, Espagne, Pologne et Sénégal pour développer l'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale.
Soutenir l'innovation, c'est bien, encore faut il assurer son inscription dans les institutions et les politiques publiques. C'est tout l'objectif de ce consortium.
- Le soutien à la formation continue, l'équipement des lycées techniques et la formation des enseignants en insistant sur la place des filles, ou la mise en place de formations dédiées pour les femmes agricultrices comme en Arménie.
- Promouvoir la place des collectivités au cœur de la décision comme au Mali dans la coopération Rhône Alpes -Tombouctou où les financements pour la construction des écoles sont gérés par le Conseil Régional de Tombouctou, qui connaît les besoins du territoire, sait où et comment implanter les écoles en lien avec l'Etat et la nomination des enseignants.

Au Burkina Faso, la coopération Rhône Alpes-Hauts Bassins promeut la concertation entre collectivités pour définir les priorités de construction des infrastructures (construction et équipement des écoles, contre pouvoir et transparence des décisions assuré par la diversité de la représentation territoriale)

- En Région Rhône Alpes, gender streaming sur la politique de coopération décentralisée avec notamment un effort pour relever la part des femmes dans les dispositifs de formation.
- Mise en place d'un réseau femmes et développement pour renforcer les échanges, créer des outils (grille de lecture genrée des projets, formation genre)
- Une priorité délibérée aux plus défavorisés dans les politiques publiques (des ONG telles que Handicap International sont ainsi passées de la prise en compte du handicap à l'inclusion des plus démunis dans les politiques publiques)

Avec ces priorités, cette feuille de route, les résultats sont plutôt satisfaisants mais ils restent extrêmement modestes au regard des enjeux.

Les collectivités locales sont un maillon de la chaîne de solidarité mais elles ont besoin des autres échelons de décision et d'un environnement global favorable et facilitateur de leur action.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui et je voudrais pointer quelques dangers :

1. La voie du "tout économique" permet de soutenir le néo colonialisme des entreprises en favorisant leur implantation dans les zones de coopération, selon la croyance que les bénéficiaires du développement économique ruissellent.

Si on ne peut contester l'importance de l'économie pour un développement soutenable, à condition que des régulations soient posées, l'on peut toutefois craindre que le dogme économique détourne les bailleurs de fonds des sujets et des droits fondamentaux, des politiques publiques dont les plus faibles ont le plus besoin et en particulier de l'éducation, secteur peu propice à la rentabilité.

2. La financiarisation du développement et l'entrée du secteur privé avec un danger de dérive de l'intérêt général vers l'intérêt particulier.

Des exemples de ces dérives existent déjà, notamment au Kenya où la Banque mondiale finance des écoles privées (Bridge Academy du groupe Pearson) plutôt que de financer le développement de l'école publique.

Il y a là un risque important de désresponsabilisation de l'Etat, dont la vision politique est assurée par le secteur privé, et le risque supplémentaire d'une rationalisation et d'une standardisation de l'éducation, alors que c'est un bien public et à ce titre, devrait être maintenu hors marché .

Si ces choix de recours au privé sont de plus en plus communs, c'est parce que les finances publiques réduisent et qu'il faut chercher des sources de financements innovants.

Pourtant, de nombreuses sources de financements innovants sont identifiées : évasion fiscale, flux illicites, taxe sur les transactions financières. Il ya là de quoi financer ces politiques que nous appelons parce qu'elles sont l'assurance d'un monde juste.

3. Enfin, je voudrais pointer la frilosité des Collectivités Territoriales à financer l'APD par crainte des groupuscules qui occupent l'espace et manipulent l'opinion en célébrant la préférence nationale.

Il est indispensable que la société civile engagée et solidaire fasse entendre sa voix pour lutter contre cette frilosité des institutionnels.

Et que cette société civile ne laisse pas l'aide publique au développement se limiter au périmètre des compétences des collectivités, au risque d'abandonner les droits fondamentaux.

Complémentaire de l'action internationale, l'action locale doit soutenir le financement de projets intégrés qui développent le potentiel des personnes en privilégiant les plus défavorisés.

Et ces politiques doivent s'appuyer sur l'éducation à la citoyenneté mondiale avec la sensibilisation et la formation ici des jeunes et moins jeunes pour comprendre que la solidarité est indispensable pour un monde juste dans lequel nous sommes tous liés les uns aux autres.

L'éducation est un Bien Public Mondial, à nous de porter la volonté de sortir de la compétition des marchés ce bien commun, qui, comme le disait Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie, " est indispensable à tous les humains à l'échelle internationale pour atteindre un maximum de bien être et de sécurité, indépendamment de leurs facultés contributives".